



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 25/03/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIERIE TOUCHARD

61 RUE FERDINAND MORIN
79240 Moncoutant-Sur-Sevre

Références : 0007209160/2026/155
Code AIOT : 0007209160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement SCIERIE TOUCHARD implanté 61 RUE FERDINAND MORIN 79240 Moncoutant-sur-Sevre. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE TOUCHARD
- 61 RUE FERDINAND MORIN 79240 Moncoutant-sur-Sevre
- Code AIOT : 0007209160
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La scierie de bois est présente sur ce site depuis 2011 (elle a été délocalisée suite à un incendie). 15 salariés travaillent sur ce site. La scierie reçoit des troncs abattus en forêt en provenance des départements 19, 85 et 87. L'activité de la scierie comprend une étape d'écorçage, de sciage et un traitement chimique. Le traitement chimique n'est pas systématique, elle concerne une petite quantité de bois. Sur un volume de 17000 m³ de bois vendu à l'année, environ 1400m³ sont traités.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	2 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Demande d'action corrective	2 mois
9	Protection de la nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 6/11/2011, articles 8.1.9 et 9.2.31.	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, article 2.3.1	Sans objet
7	Moyens d'intervention et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, article 7.5.3	Sans objet
8	Égouttage des bois traités	Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, article 8.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing Produits chimiques organisée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine durant la période du 23 février au 13 mars 2026.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks des produits chimiques utilisés sur son installation. Les fiches de données de sécurité sont disponibles pour 2 produits et leur accès à l'ensemble des travailleurs n'est pas prévu.

La rétention prévue pour la cuve d'AdBlue n'est pas pleinement exploitable puisque son accès est bloqué par la superposition de plusieurs palettes de bois.

Les constats faits lors de la visite ont permis de lever les suites de l'inspection du 12/04/23.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées et utilisées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni d'état des stocks formalisé listant l'ensemble des produits stockés et utilisés sur site. L'exploitant a indiqué stocker les produits suivants : <ul style="list-style-type: none">- Un produit de traitement du bois Wolsit EC-100P (insecticide), stocké dans une cuve IBC de 1000 litres- Un colorant pour le bois Wilmanit Pro Color yellow, stocké dans un bidon de 5 litres- Du GNR, stocké dans une cuve de 1200 litres- Des produits lubrifiants- Des huiles hydrauliques stockés dans 3 fûts de 220 litres Lors de la visite des installations, l'inspection a également identifié une cuve IBC de 1000 litres stockant de l'AdBlue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant tient à jour un état des stocks des produits chimiques stockés et utilisés sur site, indiquant la nature et la quantité de produits. Cette liste doit pouvoir être mise à disposition des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de données et de sécurité (FDS) pour le Wolsit EC-100 P2 (insecticide) et le Wolmanit Procolor Yellow (colorant jaune). Les FDS ont été respectivement mises à jour en 2021 et 2023.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des FDS des autres produits stockés sur site (GNR, huiles hydrauliques, produits lubrifiants, AdBlue)</p> <p>Le classeur contenant les FDS est stocké dans le bureau. La personne en charge des mélanges (pour le traitement du bois) a accès au classeur. Les autres travailleurs n'y ont pas accès et n'ont pas connaissance de ces informations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant demande à ses fournisseurs de produits de lui fournir les FDS associées.</p> <p>L'exploitant s'assure de la mise à disposition des fiches de données de sécurité à l'ensemble de ses salariés. Un document (diffusable aux salariés) précise les conditions d'accès à ces fiches.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les 2 produits disposant d'une FDS, le Wolsit EC-100 P2 (insecticide) et le Wolmanit Procolor yellow (colorant) ont fait l'objet d'une vérification des mesures de maîtrise de risque. Les rubriques 5 «Mesures de lutte contre l'incendie», 6 «Mesures à prendre en cas de déversement» et 7 «Manipulation et stockage» ont été vérifiées. Le Wolsit EC-100 P2 est stocké dans une cuve IBC de 1000 litres (remplie à moitié) et le Wolmanit Procolor yellow est stocké dans 3 bidons de 5 litres. L'ensemble des contenants sont positionnés sur une rétention commune. Les mesures de maîtrises mises en place sont conformes aux prescriptions des FDS : <ul style="list-style-type: none">- un extincteur poudre ABC de 9 kg est positionné à proximité des produits ;- Les produits sont stockés sur rétention sur une aire bétonnée protégée des intempéries et un bac de sciure est disponible en cas de déversement ;- Les produits sont conservés dans leur récipient d'origine, à l'extérieur (donc frais et bien ventilé), à l'écart de toute source d'inflammation et protégé des rayons du soleil par un abri.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (bain ou solution de traitement, produits biocides et substances actives notamment) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. Les installations de traitement (par aspersion, trempage, autoclave) ainsi que les aires d'égouttage sont implantées dans des locaux couverts et en rétention, sur des sols étanches, et munis de points bas permettant de récupérer les écoulements et fuites accidentelles. Une alarme installée au point bas permet de détecter et signaler toute présence anormale de liquide. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets conformément au chapitre VIII.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés d'une alarme de niveau. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres matières dangereuses, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs enterrés double paroi avec système de détection de fuite).

III. Le recours à des éléments enterrés est réduit au minimum.

IV. Les installations de traitement par trempage et autoclave disposent d'une capacité de rétention étanche, d'un volume au moins égal à la quantité de produit de traitement présent et résistante à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

V. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

VI. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Constats :

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté :

- le stockage de 3 fûts de 220 litres d'huiles hydrauliques (MATIC Zn-S 45), positionnés sur une rétention de 485 litres. (voir photo 1) ;
- un fût de lubrifiant (SONIGLISS 98) de 220 litres, positionné sur une rétention de 230 litres (voir photo 2) ;
- 6 bidons (5 litres) du lubrifiant (Profil Extreme 2 temps), positionnés sur une rétention dont le volume n'est pas adapté aux nombres de bidons stockés. Un bidon est stocké à côté et un autre au sol. (voir photo 3) ;
- 2 bacs de produits de traitement du bois (mélange d'eau et 3 % de produits Wolsit EC-100 P2) avec rétention (voir photo 4) intégrée. Les volumes de bacs de traitement sont de 10000 et 7200 litres ;
- 1 cuve IBC de 1000 litres de Wolsit EC-100 P2 et 3 bidons de 5 litres de Wolmanit Procolor yellow stockés sur la rétention commune au bac de traitement ;

<ul style="list-style-type: none"> - Une cuve d'Adblue de 1000 litres stockée sur une rétention commune avec la cuve de GNR de 1200 litres double peau rétention d'environ 4500 litres (voir photo 5) ; - Une cuve de GNR de 1200 litres stockés sur rétention commune avec la cuve d'AdBlue (rétention d'environ 4500 litres) <p>La cuve d'Adblue a été rehaussée à l'aide de palettes en bois pour faciliter son utilisation dans les réservoirs des camions par déversement direct sans utilisation d'une pompe. Toutefois les palettes n'étant pas ajourées empêchent le liquide de s'écouler dans la rétention en cas de fuite du contenant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rend opérationnelle la rétention utilisée pour le stockage de la cuve d'AdBlue.</p> <p>L'exploitant ajoute des rétentions supplémentaires au niveau du stockage des lubrifiants ou supprime une partie des lubrifiants présents. Il s'assure en permanence que les produits sont bien présents sur rétention adaptée au volume à contenir et informe ses salariés en conséquence.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 4.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention..</p>
<p>Constats :</p> <p>Le produit de traitement du bois (Wolsit EC-100 P2) et le colorant (Wolmanit Procolor yellow) stockés sur une rétention commune, ne présentent pas d'incompatibilité.</p> <p>L'AdBlue et le GNR, stockés sur une rétention commune ne présentent pas d'incompatibilité. Les autres produits (lubrifiant et huile hydrauliques) disposent d'une rétention dédiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Amas de sciure, poussières, écorces
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Lors de la visite des installations il a été constaté des amas de sciures de bois sous certaines machines de part le fonctionnement normal des installations(absence de système de récupération des sciures sous les appareils). L'exploitant précise réaliser un nettoyage régulier sous les machines après leur mise à l'arrêt. Le site est maintenu en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens d'intervention et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose à minima : <ul style="list-style-type: none">- d'un réseau d'eau de 240 m³,- d'un poteau incendie situé à proximité de l'entrée sud,- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés au risques,- des réserves de sable meuble et sec, en quantité adaptée au risque et des pelles.
Constats : En avril 2022, suite à une mauvaise manipulation, des grumes de bois ont roulé et détruit la réserve souple d'eau incendie de 240 m ³ (déchirure) qui est devenu inopérante. Lors de la précédente inspection en avril 2023, l'exploitant s'était engagé à remettre en place une nouvelle réserve souple sur une parcelle en cours d'acquisition. L'inspection a constaté la présence de cette nouvelle réserve souple incendie de 240 m ³ qui a été mise en eau en septembre 2025. L'exploitant a transmis à l'inspection, l'attestation de réception réalisée par le SDIS le 29 septembre 2025. un accès réservé aux services d'incendie et de secours a été créé et un grillage a été mis en place afin de prévenir un nouvel accident. Seuls les bennes de stockage des sciures et des copeaux de bois sont présentes à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Égouttage des bois traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, article 8.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Égouttage sous abri
Prescription contrôlée : L'aire d'égouttage se situe à proximité immédiate de la zone de traitement. L'égouttage des bois traités se fait sous abri et sur une aire étanche construite de façon à collecter les égouttures. Le transport du bois traité vers la zone d'égouttage doit s'effectuer de manière à supprimer tous risques de pollutions ou de nuisances. Les bois traités doivent être stockés, après égouttage, sur un sol bétonné ou étanche construit de façon à permettre la récupération des eaux polluées [...]
Constats : L'égouttage du bois traité se fait sous abri au-dessus des bacs de traitement. Une partie du bois traité en fin d'égouttage peut également être stocké sous le même abri afin de finir son séchage. Une bordure arrondie en béton autour de l'air étanche permet d'éviter le ruissellement de produit en dehors de cette zone. Les bois traités sont ensuite stockés sur un sol bétonné qui est relié au bassin de récupération des eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection de la nappe souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2012, articles 8.1.9 et 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la nappe souterraine

Prescription contrôlée :

Article 8.1.9 – Protection de la nappe souterraine

Trois piézomètres seront installés en aval et en amont de l'exploitation. L'exploitant devra procéder à une analyse annuelle de l'eau de la nappe sous-jacente et les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. [...]

Article 9.2.3.1 - Mesures Périodiques

L'autosurveillance est réalisée par l'exploitant.
Les mesures portent sur la nappe phréatique au niveau des 3 piézomètres.

Paramètres		Fréquence
- Chlorothalonil	- Perméthrine	Tous les ans
- Tebuconazol	- Hydrocarbures totaux	

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats d'analyse des eaux souterraines réalisées par la société SOCOTEC réalisées en février 2025 (Rapport E14Q5/26/070).

Conformément à l'arrêté préfectoral, les analyses sont réalisées sur les paramètres suivants : Perméthrine et Tébuconazole mais pas sur les paramètres Chlorothalonil et Hydrocarbures totaux. Les analyses portent également sur les paramètres Cyperméthrine-alpha, Carbendazine et Propiconazol.

Sur l'ensemble des paramètres mesurés, aucun paramètre ne dépasse les limites de quantification du laboratoire. Il est précisé dans le rapport la présence de traces de Propiconazole au droit de l'ouvrage PZ3 (aval de l'activité de traitement de bois) avec une teneur de 0,08 µg/l en septembre 2016 avec une valeur limite de quantification de 0,05 µg/l qui n'a pas été retrouvé depuis.

L'exploitant précise réaliser les analyses piézométriques tous les 3 ans (septembre 2016 / novembre 2021 et avril 2023 selon rapport SOCOTEC). Après analyse de l'arrêté préfectoral, les analyses des eaux souterraines dans les piézomètres doivent être réalisées tous les ans et les analyses des eaux pluviales doivent être réalisées tous les 3 ans.

Selon la fiche de données de sécurité, le produit actuellement utilisé WOLSIT EC-100 P2 contient les substances actives suivantes : Propiconazole (concentration de 3,38%) et Perméthrine (concentration de 1,25%) qui sont des paramètres analysés dans les eaux souterraines.

L'inspection constate l'absence d'un cadre GIDAF permettant la transmission des résultats de mesures. Ce cadre sera réalisé par l'inspection pour permettre à l'exploitant de transmettre ses résultats annuels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mandate annuellement un laboratoire pour la réalisation des analyses sur les 3 piézomètres et complète ses analyses par le paramètre Hydrocarbures Totaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois



Photo 1

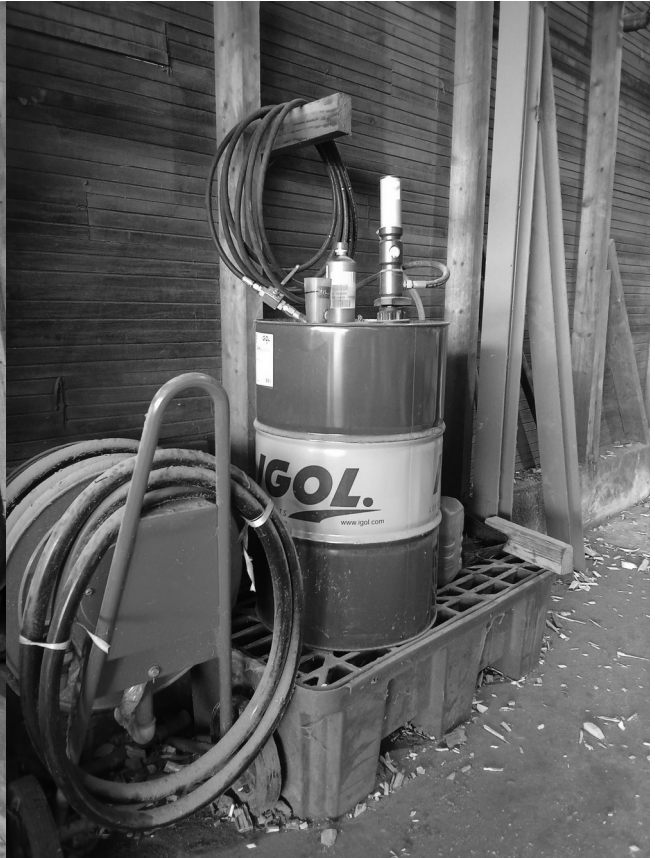


Photo 2



Photo 3



Photo 4

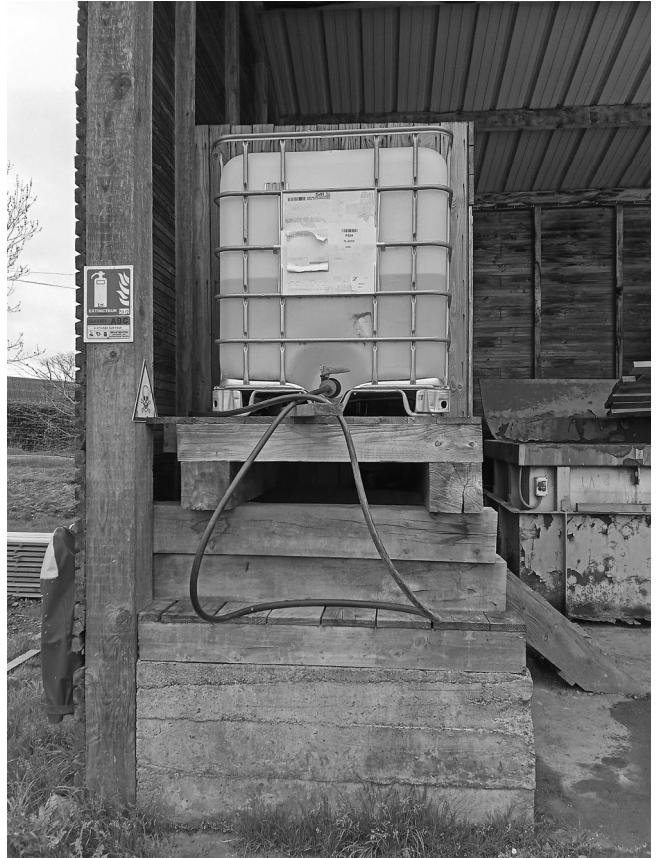


photo 5